
Adresse de la société populaire de Rodez (Aveyron), lors de la séance du 17 brumaire an III (7 novembre 1794)

Citer ce document / Cite this document :

Adresse de la société populaire de Rodez (Aveyron), lors de la séance du 17 brumaire an III (7 novembre 1794). In: Archives Parlementaires de 1787 à 1860 - Première série (1787-1799) Tome C - Du 3 au 18 brumaire an III (24 octobre au 8 novembre 1794) Paris : CNRS éditions, 2000. p. 511;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_2000_num_100_1_21678_t1_0511_0000_2

Fichier pdf généré le 04/10/2019

Convention; elle l'invite à l'union et à bannir les dénonciations vagues, comme indignes du grand peuple qu'elle représente.

Mention honorable, insertion au bulletin (94).

[*La société populaire de Rodez à la Convention nationale, le 18 fructidor an II*] (95)

Représentants,

Vous avez abbatu les Catilina, les Cromvels, vous avez sauvé la patrie et des aristocrates, des intriguants, des modérés croient que c'est pour eux que s'est opérée une révolution aussi salubre ils cherchent à ressusciter le fédéralisme à semer la division parmi les patriotes. Ils n'y réussiront pas, nous avons juré de rester unis à la Convention et nous tiendrons nôtre serment.

Nous avons rejeté la pétition de la section du Muséum il faut à des coeurs endurcis un gouvernement qui puisse faire sentir sa force nerveuse aux ennemis de l'extérieur, atteindre et anéantir ceux de l'intérieur. Maintenez le, vous l'avez déjà fait, vous avez secondé notre vœu et acquis de nouveaux droits à notre reconnaissance.

Sages Représentants, que les droits de l'homme soient toujours au sein de la Convention que la foudre les environne et vous dirigés ses coups contre les ambitieux qui oseroient tenter de les détruire et contre les reptiles qui oseroient en ruiner les fondements.

Bannissez de votre sein ces dénonciations vagues et incohérentes, indignes du grand peuple que vous représentés que le machiavélisme reste dans la tombe du tyran qui ne l'avait protégé que pour favoriser sa domination.

L'union regne parmi les Représentants, l'union regne parmi les français. Tyrans osés encore attenter à nôtre liberté. Egoïstes, modérés, aristocrates, osés favoriser leur projets; la massue d'un peuple qui a juré de vivre libre ou mourir est levée sur vos têtes, elle vous écrasera.

Vive la République, une et indivisible. Vive la Convention.

Suivent 3 signatures.

19

Les citoyens de la société populaire et des tribunes du Havre-Marat [Seine-Inférieure] offrent à la patrie cinq cavaliers républicains; ils disent qu'une poignée de bas valets du despotisme, affublés du manteau tricolor, ont cherché à déchirer leur réputation; pour repousser avantageusement la calomnie, ils rendent compte de

leur conduite aux différentes époques de la révolution.

Mention honorable, insertion au bulletin (96).

[*Les citoyens de la société populaire et des tribunes du Havre-Marat à la Convention nationale, le 4 brumaire an III*] (97)

Liberté, Égalité, Fraternité ou la Mort.

Législateurs,

Toujours brûlans des principes sacrés de la liberté et de l'égalité, nous offrons à la patrie cinq cavaliers républicains, qui animés du désir de combattre les tyrans coalisés contr'elle, ont juré de maintenir de tout leur pouvoir l'unité et l'indivisibilité et la République démocratique.

Trop longtems la calomnie versa sur notre commune des poisons les plus amers; une poignée de bas valets du despotisme, affublés du manteau tricolor, déchirèrent sa réputation et surprirent votre religion.

Nous devons à la République, nous nous devons à nous mêmes de vous dire la vérité et ce que nous sommes.

Il en coute à la modestie républicaine de vous tracer ce tableau depuis la révolution, mais les circonstances nous en font un devoir.

Le 15 juillet 1789 la prise de la Bastille n'était point connue au Havre, mais l'heure de la Révolution y avait déjà sonné pour ses habitants; ils se portent en foule à l'arsenal! les haches sont levées; en vain les portes résistent, elles sont enfoncées; on s'arme, on se forme en bataillons; on marche à la tour, l'on s'en empare et c'est sur cette forteresse que les havrais jurèrent de faire un rempart de leur corps à la représentation nationale.

Au même instant nous nous emparons de tous les postes et l'air vomit la foudre contre les satellites du despotisme qui voulaient s'introduire dans nos murs.

Paris, cette commune à jamais célèbre dans les fastes de la Révolution, manquait alors de subsistances. Le tyran, par ses manoeuvres odieuses avait résolu de la soumettre par les horreurs de la famine. Nous étions dépositaires d'une immense quantité de farines; nous oublions nos besoins particuliers, ainsi que les dangers qui menacent nos foyers; des convois tant par terre que par mer partent à l'instant et nous nous empressons de les escorter.

Les finances étaient épuisées; il fallait des sacrifices; nous déposons à l'envi nos bijoux; ce don s'élève à la somme de quarante mille livres pour contribuer à remplir ce déficit effrayant qui mettait l'Etat à deux doigts de sa perte.

Le quart du revenu est demandé nous le surpassons; et plus de neuf cens mille livres sont versés dans les coffres de l'Etat.

Au dix août, notre garnison était composée aussi de Suisses. Le peuple s'aperçoit que des

(94) P.-V., XLIX, 33.

(95) C 325, pl. 1412, p. 32.

(96) P.-V., XLIX, 33-34.

(97) C 325, pl. 1412, p. 15.